



**Comité sectoriel de la Sécurité sociale et de la Santé
Section « Sécurité sociale »**

CSSS/08/065

DÉLIBÉRATION N° 08/023 DU 8 AVRIL 2008 RELATIVE À LA COMMUNICATION DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL PAR LA BANQUE CARREFOUR DE LA SÉCURITÉ SOCIALE À L'ORGANISATEUR, À L'ORGANISME DE PENSION ET À L'ORGANISME DE SOLIDARITÉ DU SECTEUR DES ENTREPRISES HORTICOLES (COMMISSION PARITAIRE N° 145), EN VUE DE L'EXÉCUTION DE LEURS MISSIONS DANS LE CADRE DE LA LOI DU 28 AVRIL 2003 RELATIVE AUX PENSIONS COMPLÉMENTAIRES ET AU RÉGIME FISCAL DE CELLES-CI ET DE CERTAINS AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SOCIALE

Vu la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, notamment son article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er} ;

Vu la convention collective de travail du 5 février 2008 instaurant un plan de pension sectoriel social pour les ouvriers occupés dans des entreprises horticoles;

Vu le règlement de pension joint en annexe de la convention collective de travail précitée du 5 février 2008 ;

Vu le règlement de solidarité joint en annexe de la convention collective de travail précitée du 5 février 2008 ;

Vu le rapport d'auditorat de la Banque Carrefour de la sécurité sociale du 25 mars 2008 ;

Vu le rapport de monsieur Yves Roger.

A. CONTEXTE ET OBJET DE LA DEMANDE

- 1.1.** La loi du 28 avril 2003 *relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale* oblige les employeurs qui participent à un plan de pension sectoriel à communiquer, à des intervalles réguliers, plusieurs données à caractère personnel relatives aux salaires, aux temps de travail et aux périodes assimilées aux organismes de pension et de solidarité qui sont chargés, à la demande du secteur concerné, d'exécuter le plan de pension sectoriel.

L'arrêté royal du 15 octobre 2004 *relatif à l'extension du réseau de la sécurité sociale aux organismes de pension et de solidarité chargés d'exécuter la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, en application de l'article 18 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale* a rendu certains articles de la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale* applicables aux organismes de pension et de solidarité.

Sans préjudice de l'application de l'article 2, § 4 de l'arrêté royal précité, il s'agit notamment de l'article 11 de la loi du 15 janvier 1990, en vertu duquel les organismes de pension et de solidarité sont tenus de demander les données à caractère personnel dont ils ont besoin en vue de l'exécution de la loi du 28 avril 2003 exclusivement auprès de la Banque Carrefour de la sécurité sociale, dans la mesure où ces données à caractère personnel sont disponibles dans le réseau de la sécurité sociale.

- 1.2.** Cela signifie que les organismes de pension et de solidarité ne peuvent plus avoir recours aux données à caractère personnel qui sont mises à la disposition par les employeurs du secteur dont ils exécutent le plan de pension sectoriel. Ils doivent au contraire faire appel aux données à caractère personnel qui sont disponibles dans le réseau de la sécurité sociale, à savoir dans la banque de données à caractère personnel DIMONA (déclaration immédiate d'emploi), le répertoire des employeurs, le fichier du personnel des employeurs affiliés à l'ONSS et à l'ONSSAPL et la banque de données à caractère personnel DMFA (déclaration multifonctionnelle).
- 1.3.** L'article 2, § 3, de l'arrêté royal du 15 octobre 2004 dispose par ailleurs que les modalités d'intégration des organismes de pension et de solidarité dans le réseau sont fixées de commun accord entre l'organisateur concerné et la Banque Carrefour de la sécurité sociale.
- 1.4.** L'organisateur ainsi que l'organisme de pension et l'organisme de solidarité du secteur des entreprises horticoles souhaitent dès lors être autorisés par le comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé à obtenir communication des types de

données à caractère personnel suivants: les données d'identification relatives à la personne affiliée (soit le travailleur qui appartient à la catégorie de travailleurs pour lesquels un plan de pension a été instauré et qui satisfait aux conditions d'affiliation telles que prévues dans le règlement de pension, soit le travailleur qui a reçu un engagement de pension individuel, soit l'ancien travailleur qui bénéficie toujours de droits actuels ou différés conformément au règlement ou à la convention en matière de pension) et au bénéficiaire en cas de décès, les données d'identification relatives à l'employeur de la personne affiliée, la rémunération brute de la personne affiliée et le nombre de jours prestés au cours de la période de référence et les périodes d'inactivité.

Les intéressés sont sélectionnés par la Banque Carrefour de la sécurité sociale sur base de la catégorie DMFA à laquelle ils appartiennent.

Ces données à caractère personnel doivent permettre à l'organisateur, à l'organisme de pension et à l'organisme de solidarité du secteur des entreprises horticoles de réaliser leurs missions en matière de gestion du régime de pension concerné, conformément aux dispositions de la loi du 28 avril 2003 *relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale*.

- 1.5. En exécution de la loi du 15 janvier 1990 et de ses arrêtés d'exécution, la communication de données à caractère personnel à l'organisateur du secteur des entreprises horticoles (le "*Fonds Deuxième pilier CP145*") intervient à l'intervention de la Banque Carrefour de la sécurité sociale. Les données à caractère personnel seraient, ensuite, communiquées à l'organisme de pension et à l'organisme de solidarité, à l'intervention de l'organisateur du régime de pension sectoriel.

B. EXAMEN DE LA DEMANDE

- 2.1. Il s'agit d'une communication de données à caractère personnel au sein du réseau de la sécurité sociale qui, conformément à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, doit faire l'objet d'une autorisation de principe du comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé.

2.2. Données d'identification relatives à la personne affiliée

Dans le cadre de l'exécution de leurs missions, l'organisateur, l'organisme de pension et l'organisme de solidarité du secteur des entreprises horticoles doivent disposer de données d'identification correctes concernant les personnes au profit desquelles ils exécutent un plan de pension et, en cas de décès, concernant leurs bénéficiaires.

Il s'agit, en plus des données d'identification de base de la déclaration DMFA, du numéro d'identification de la sécurité sociale, du nom et du prénom, de l'adresse (rue, numéro, code postal, ville/commune, pays), du sexe, du régime linguistique, de la date de naissance, de l'état civil et de la date de décès.

En vertu de l'article 113 bis de la loi du 28 avril 2003, les organismes de pension et de solidarité ont, pour autant que ceci s'avère nécessaire pour l'exécution de cette loi ou de ses arrêtés d'exécution, accès au Registre national des personnes physiques et ont le droit d'utiliser le numéro d'identification du Registre national.

Ces données à caractère personnel doivent notamment permettre aux instances précitées de réaliser l'obligation prévue à l'article 26 de la loi du 28 avril 2003, à savoir la communication annuelle à l'intéressé (à son adresse correcte) d'une fiche de pension, et de contacter, en cas de décès de l'intéressé, les bénéficiaires éventuels mentionnés par ordre de priorité (l'état civil doit être connu à cet effet).

Par ailleurs, les données à caractère personnel suivantes devraient pouvoir être extraites de la banque de données DIMONA : les dates d'entrée et de sortie de service auprès d'un employeur et les dates de début et de fin d'appartenance à une (sous-)commission paritaire déterminée.

Ces données à caractère personnel permettent de déterminer le moment précis à partir duquel un travailleur tombe ou non sous le champ d'application d'une convention collective de travail déterminée (et d'un plan de pension déterminé) et de démarrer ou d'arrêter à ce moment la transmission des données à caractère personnel à l'organisme de pension et de solidarité compétent.

Les données à caractère personnel permettent également de contacter le bénéficiaire lors de sa sortie de service et de l'informer sur ses droits.

2.3. Données d'identification relatives à l'employeur de la personne affiliée

Il s'agit des données à caractère personnel suivantes de la banque de données à caractère personnel DMFA et du répertoire des employeurs : le numéro d'entreprise unique de l'employeur, le numéro d'identification de l'employeur, l'indice, la catégorie de l'employeur, le numéro de la (sous-)commission paritaire compétente, la dénomination, l'adresse, le régime linguistique, l'activité, la date d'entrée ou de sortie auprès du secteur et une communication du concordat, de la faillite ou de la liquidation et une période de référence.

Dans le cadre de l'exécution de leurs missions respectives, il apparaît justifié que tant l'organisateur que les organismes de pension et de solidarité disposent de données d'identification correctes concernant les employeurs du secteur dont ils exécutent le plan de pension sectoriel (pour rappel, ils ne peuvent plus demander ces données à ces employeurs) et d'une indication selon laquelle l'employeur en

question appartient (encore) au secteur dont ils exécutent le plan de pension sectoriel.

Les données d'identification sont nécessaires afin de pouvoir procéder au traitement des différents dossiers de pension et de solidarité et de contacter les employeurs concernés. Les données relatives à l'activité, à la (sous-)commission paritaire, au secteur et l'indication éventuelle du concordat, de la faillite ou de la liquidation sont nécessaires afin de pouvoir vérifier si l'employeur tombe (encore) sous le champ d'application du plan de pension.

2.4. Le salaire brut de l'intéressé et le nombre de jours prestés au cours de la période de référence

Pour l'exécution du régime de pension concerné, les instances concernées ont aussi besoin, conformément à la loi du 28 avril 2003, de la rémunération annuelle brute de la personne affiliée au cours de la période de référence. C'est sur ce salaire que sont opérées les retenues destinées à la sécurité sociale.

Le salaire brut doit leur permettre de calculer la cotisation de pension individualisée et de la mentionner sur la fiche de pension individuelle. La convention collective de travail en question prévoit en effet que tant la cotisation pour l'engagement de pension que la cotisation pour l'engagement de solidarité sont calculées par l'organisateur sur la base de la rémunération déclarée à l'ONSS (article 6 du règlement de pension et article 8 du règlement de solidarité).

Le nombre de jours prestés au cours de la période de référence doit permettre aux instances concernées de vérifier si l'intéressé dispose de suffisamment de jours d'occupation dans le secteur concerné, tel que prévu dans la convention collective de travail du 5 février 2008.

2.5. Les périodes d'inactivité

Les instances concernées ont finalement besoin des données à caractère personnel relatives aux périodes d'inactivité en raison de maladie, d'accident, d'accident du travail ou de maladie professionnelle. En effet, le règlement de solidarité sectoriel prévoit notamment comme prestation de solidarité une participation dans le financement de l'engagement de pension pour la première période d'incapacité de travail de deux cents jours ou plus après une période de salaire garanti, au cours d'une période de cinq trimestres consécutifs, pour cause de maladie, d'accident, de repos d'accouchement ou de grossesse, d'accident du travail ou de maladie professionnelle.

2.6. La communication précitée poursuit une finalité légitime, à savoir l'exécution des missions de l'organisateur du régime de pension du secteur des entreprises horticoles ainsi que celles de l'organisme de pension et de l'organisme de solidarité, dans le cadre de la loi du 28 avril 2003 *relative aux pensions*

complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale et des règlements de pension et de solidarité concernés.

Les données à caractère personnel destinées au secteur des entreprises horticoles portent uniquement sur les travailleurs salariés d'entreprises qui relèvent de la (sous-)commission paritaire concernée.

Les données à caractère personnel à communiquer semblent pertinentes et non excessives par rapport à cette finalité.

- 2.7.** La communication précitée sera effectuée par la voie électronique à l'intervention de la Banque Carrefour de la sécurité sociale.

La communication ultérieure des données à caractère personnel par l'organisateur à l'organisme de pension et à l'organisme de solidarité doit être considérée comme une communication à un sous-traitant, qui en vertu de l'article 2, § 1^{er}, 1^o de l'arrêté royal du 4 février 1997 *organisant la communication de données sociales à caractère personnel entre institutions de sécurité sociale*, ne requiert pas l'autorisation du comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé.

Les données à caractère personnel communiquées ne seront pas conservées au-delà du délai nécessaire à la réalisation de la finalité précitée.

Par ces motifs,

le comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé

autorise la communication, selon les modalités précitées, des données à caractère personnel précitées dont la convention collective de travail sectorielle doit tenir compte, à l'organisateur, à l'organisme de pension et à l'organisme de solidarité du secteur des entreprises horticoles, en vue de l'exécution de leurs missions dans le cadre de la loi du 28 avril 2003 *relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale* et des règlements de pension et de solidarité sectoriels concernés.

Yves ROGER
Président

Le siège du Comité sectoriel de la Sécurité sociale et de la Santé est établi dans les bureaux de la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, à l'adresse suivante : Chaussée Saint-Pierre, 375 – 1040 Bruxelles (tél. 32-2-741 83 11)